

Le chômage des jeunes : une véritable bombe sociale !

Le taux de chômage serait en 2009, si l'on en croit les statistiques officielles (ONS), de 10,2% et toucherait 1.072.000 personnes. Il était de 29% au début de la décennie 90.

Ne contestons pas les chiffres de l'ONS (la dernière enquête menée par cet organisme en 2009 a tout de même concerné 15 104 ménages) mais examinons-les de plus près et nous allons confirmer ce vieil adage selon lequel «le diable est dans le détail».

Il est incontestable que l'Etat a fait, ces dernières années, d'énormes efforts pour juguler le chômage des jeunes. Mais contrairement à ce qui est présenté par les pouvoirs publics, les solutions apportées restent de simples «solutions d'attente» et le traitement du chômage n'est pas économique mais fondamentalement social. Il n'y a pas encore chez nous une politique de l'emploi mais seulement une politique de **gestion du chômage**, très coûteuse par ailleurs, financée par la dépense publique et qui prendra fin dès que la manne pétrolière diminuera ou devra être affectée à d'autres emplois, tels que faire face à la hausse attendue de la facture alimentaire, le financement de logements sociaux en plus grand nombre ou encore le financement d'un meilleur accès aux soins pour les populations les plus démunies.

Ce que nous apprennent les statistiques

2001-2009, beaucoup d'emplois ont été créés. Il faut tout d'abord relever que ces emplois créés l'ont été surtout dans les secteurs des services et du BTP. En effet, l'emploi dans les services hors administration (principalement les activités commerciales : petits commerces et autres «petits boulots») a crû de 15% par an durant la période et l'emploi dans le BTP de près de 10% par an (et nous savons que dans ce secteur les emplois permanents sont bien rares). Dans l'industrie, la croissance de l'emploi n'a été que de 3% par an et dans l'agriculture il y a même eu perte d'emplois (-2% par an). L'emploi dans l'administration a crû quant à lui de 2% par an.

1^{re} conclusion : la structure de l'emploi total a beaucoup évolué entre 2001 et 2009 au détriment des activités de production matérielle et au bénéfice des activités de service marchand et de l'administration qui représentent à eux deux plus de 57% de l'emploi total (49% en Tunisie et 36% au Maroc — F. Bachir Boulahbel in *Emploi, chômage, salaire...* doc. Ronéo Fondation Friedrich Ebert —).

Structure de l'emploi en Algérie

Secteurs	2001	2007	2009
Agriculture	21,1	13,6	13,1
Industrie	13,8	12	12,6
BTP	10,4	17,7	20
Services	30,2	37,8	55,3
Administration	24,5	18,9	55,3
Total	100	100	100

Nous savons que les emplois créés dans les services et les BTP sont des emplois précaires (chantiers de construction, petits commerces...). Cette observation est corroborée par les statistiques relatives aux effectifs des salariés non permanents qui ont le plus progressé (+105% entre 2001 et 2009), les emplois permanents n'ayant crû que de 13,5%.

Dans le salariat total, le salariat permanent ne représente plus que 52% en 2009 contre 58,3% en 2005 et 66,3% en 2001.

Les emplois créés durant la période 2001-2009 sont donc CDD, des emplois temporaires et précaires. La structure de l'emploi par profession confirme cette observation.

L'emploi par profession (en%)

Professions	2001	2007	2009
Population occupée	100	100	100
Employeurs indépendants	29,3	29,3	29,2
Salariés permanents	41,3	33,8	38,1
Salariés non permanents apprentis	21	31,2	32,7
Aides financières	8,4	5,7	5

Employeurs indépendants, salariés non permanents, apprentis et aides familiales (c'est-à-dire des employés précaires) représentent 66% de la population occupée.

D'autre part, l'emploi créé l'a été surtout par le secteur privé. Entre 2001 et 2009, le secteur privé a créé plus de 3,5 millions d'emplois dont 2,9 hors agriculture. 69% de l'emploi créé sont dus au secteur privé mais il s'agit principalement de «petits boulots», d'emplois non permanents et précaires.

La répartition de l'emploi par secteur et sa part dans l'emploi total est la suivante :

Part du secteur privé dans l'emploi total masculin

Agriculture	97,4%
Industrie	68,8%
BTP	94,7%
Commerce et Service	97,4%

Agriculture, BTP, commerce : il s'agit bien

d'activités non permanentes. Il est utile de rappeler aussi que plus de 55% des employés dans ce secteur ne sont pas déclarés à la Sécurité sociale (86% des employés de l'agriculture, 78% de ceux du BTP et plus de 90% des employés du «commerce et services»).

Le chômage en Algérie : quelles sont ses caractéristiques ?

On dénombre en 2009, 1 072 000 de chômeurs : 752 000 hommes et 320 000 femmes. 64% de ces chômeurs résident en milieu urbain. La tranche d'âge 15-24 ans enregistre le taux d'activités le plus bas : 22,3% (ce taux est de 40% dans la région MENA et de 54,7% dans le monde).

2/ Dans la tranche d'âge 15-24 ans, occupée sur 4 à un niveau d'instruction primaire on est à peine alphabétisé. 5% des employés sont sans instruction et seulement 4,2% ont un niveau d'enseignement supérieur (compte tenu de ce niveau d'éducation et de qualification, on vous laisse imaginer le niveau de productivité que peut avoir une telle main-d'œuvre !).

3/ Le taux de chômage officiel des moins de 30 ans est de 26%. Plus de 35% de la population au chômage ont un niveau d'instruction secondaire ou supérieur.

4/ Les personnes au chômage présentent un niveau d'instruction supérieur à celui des employés.

Niveau d'instruction	chômeurs	Occupés
Sans instruction niveau primaire et alphabétisé	3,3% 14%	14% 24,6%
Niveau secondaire ou supérieur	38,4%	39,4%

Plus on monte dans le niveau d'instruction, plus on a de chômeurs. La main-d'œuvre employée ne peut pas impulser ni produire des gains de productivité si les personnes les plus instruites et les mieux formées ne trouvent pas d'emploi.

Les niveaux d'instruction de la population employée sont les suivants :

Sans instruction 14%
Primaire/alphabétisé 24,6%
Moyen 30,5%
Secondaire 20,7%
Supérieur 10,2%

Seulement 30,9% de la population employée ont un niveau d'instruction secondaire ou supérieur et seulement 10%, un niveau supérieur. Comme on peut le voir, l'un des défis majeurs que l'économie algérienne a à relever est celui de l'emploi et plus précie-

sement l'emploi des jeunes. Non seulement il faut créer des emplois qui servent l'économie (et non pas qui régulent seulement des problèmes sociaux mais c'est le cas aujourd'hui) mais surtout, des emplois qui permettent à toute cette jeunesse diplômée de contribuer au développement du pays. Les solutions aujourd'hui en œuvre dans notre pays sont acceptables uniquement comme solutions d'attente et ne peuvent pas constituer une vraie solution à un problème dramatiquement vécu d'abord par les jeunes mais aussi par toute la société.

Le traitement économique du chômage, c'est la croissance économique ; la croissance économique c'est l'investissement productif, les exportations et la consommation. L'investissement et les exportations, c'est l'entreprise, l'entreprise, c'est la liberté d'entreprendre, le bon climat des affaires, l'accompagnement de l'Etat.

Pour terminer cette contribution et insister encore plus sur ce fléau du chômage, il nous faut rappeler qu'aux 1 072 000 chômeurs recensés par l'ONS en 2009 (c'est-à-dire ces chômeurs involontaires qui ont cherché un emploi et qui n'en ont pas trouvé), il faut ajouter 1 312 000 personnes en âge d'activité économique (382 000 hommes et 930 000 femmes) qui sont des «chômeurs découragés», c'est-à-dire une population retirée du marché du travail qui déclare ne pas avoir effectué de démarche pour chercher un emploi pour raison de non-qualification ou d'échec répété à trouver un emploi. 48,2% de ces «chômeurs découragés» sont des jeunes de moins de 25 ans et 84% âgés de moins de 35 ans !

A. B.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoiralgerie.com>
E-mail : info@lesoiralgerie.com

POUSSE AVEC EUX !

Par Hakim Laâlam

laalamh@yahoo.fr
laalamhakim@hotmail.com
hlaalam@gmail.com



Et en plus, nous payons pour ça !

Enfin un signal fort d'ouverture de la part du régime. Les autorités lâchent du lest et autorisent une marche à Alger.

Une marche de soutien à Boutef' !

Il y a des gens nés sous une bonne étoile ! Prenez Missoum Sbih, notre ambassadeur à Paris. Avant d'être affecté dans la capitale française, il était en charge du dossier de la réforme de l'Etat. Et il était payé pour ça. On voit aujourd'hui où en est la réforme de l'Etat algérien. Elle peut parfaitement se jauger au nombre d'interventions des pompiers pour éteindre des citoyens. Sbih a aussi été conseiller d'Abdekka à la présidence. Là aussi, ses conseils peuvent être évalués au nombre de jeunes qui fuient le pays quotidiennement sur des coquilles de noix et dont beaucoup engraisent les réserves halieutiques du Bassin méditerranéen. Aujourd'hui, surfant sur cette extraordinaire chance qu'il a d'occuper des postes bien rémunérés et surtout pas trop regardants en matière de résultats et de performances, Si Missoum nous représente en France. Et que dit Si Missoum lorsqu'il est invité par une radio française à s'exprimer sur les émeutes algériennes et tunisiennes et sur les similitudes entre les situations des deux pays, l'Algérie et la Tunisie ? Si Missoum produit la phrase choc, la phrase qui restera dans les annales de la géographie, la phrase qui va bouleverser tous les Atlas, la phrase qui marquera sans conteste les

thèses et travaux de recherche futurs sur les continents et les ensembles régionaux : «L'Algérie, ce n'est pas la Tunisie !» Ya bouguelb ! L'Algérie paie un ambassadeur en devises pour qu'il explique à des journalistes, et surtout à des milliers d'auditeurs de RTL que «l'Algérie, ce n'est pas la Tunisie». Je trouve l'Algérie généreuse ! Et je plains les autres profs de géographie, les vrais profs, ceux qui enseignent la géographie ici, en Algérie même, qui sont très mal payés et qui font tout de même l'effort d'éviter de telles phrases vides, d'un vide sidéral effrayant. L'Algérie, ce n'est pas la Tunisie ! La laitue, ce n'est pas non plus la frisée ! La popeline, ce n'est pas non plus de la dentelle de Calais ! La télévision en 3D, ce n'est pas non plus la télé en réception analogique. Le genre de trucs que l'on pourrait débiter sans arrêt, sans discontinuer comme un bûcheron canadien débiterait du bois à l'approche de l'hiver, à la différence que le bûcheron canadien, lui, est utile. Le type même de phrase qui te pousse à te gratter la tête, à te pincer le bras, à écarquiller les yeux d'incrédulité et à te tenir le ventre, sachant que c'est «ça» qui te représente à Paris, capitale d'un pays avec lequel nous entretenons des rapports tout de même un peu plus complexes qu'avec les autres nations du globe. Eh oui, Si Missoum ! Alger, ce n'est pas Paris. Ce n'est plus Paris ! Je fume du thé et je reste éveillé, le cauchemar continue.

H. L.